



L'AUTRE NOBLESSE

L'hidalguía universelle au Pays Basque à la fin du Moyen Âge
José Ramón Díaz de Durana et Alfonso de Otazu

A.H.S.R. | Histoire & Sociétés Rurales

2011/1 - n° 35
pages 59 à 77

ISSN 1254-728x

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-histoire-et-societes-rurales-2011-1-page-59.htm>

Pour citer cet article :

de Durana José Ramón Díaz et de Otazu Alfonso , « L'autre noblesse » L'hidalguía universelle au Pays Basque à la fin du Moyen Âge,
Histoire & Sociétés Rurales, 2011/1 n° 35, p. 59-77.

Distribution électronique Cairn.info pour A.H.S.R..
© A.H.S.R.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'AUTRE NOBLESSE

L'*hidalguía* universelle au Pays Basque à la fin du Moyen Âge

José Ramón DÍAZ DE DURANA et Alfonso DE OTAZU

Université du Pays Basque

Faculté de Lettres,

Paseo de la Universidad 5,

01006 Vitoria-Gasteiz

Courriel: <joseramon.diazdedurana@ehu.es>

Résumé : À la fin du Moyen Âge, la Cordillère cantabrique abritait la plus grande concentration de population noble de la Couronne de Castille, et l'une des plus denses d'Europe au demeurant. La présente étude, consacrée aux *hidalgos* du Pays Basque, voudrait expliquer pourquoi, dans quel contexte et de quelle manière l'*hidalguía* s'est généralisée parmi les habitants de ces territoires à partir de la fin du XII^e siècle. À l'aide de sources juridiques et municipales, l'extension de l'*hidalguía* est ainsi analysée par rapport à l'évolution des obligations militaires, de l'organisation politique et des exemptions fiscales, en liaison avec les conflits sociaux de la fin du Moyen Âge et l'émergence de la notion de pureté du sang.

Mots clés : *Conflits sociaux, Couronne de Castille, exemption fiscale, hidalguía, obligations militaires, organisation politique, Pays Basque, pureté du sang.*

C'EST AU GÉNIE LITTÉRAIRE de Cervantes que l'on doit la meilleure description du mode de vie d'un *hidalgo*. Au tout début du XVII^e siècle, dans les premières lignes de son chef-d'œuvre universel, il présentait ainsi l'*ingénieux Hidalgo Don Quichotte de la Manche* :

«En un lugar de la Mancha, de cuyo nombre no quiero acordarme, no ha mucho tiempo que vivía un *hidalgo* de los de lanza en astillero, adarga antigua, rocín flaco y galgo corredor. Una olla de algo mas vaca que carnero, salpicón las más noches, duelos y quebrantos los sábados, lentejas los viernes, algún palomino de añadidura los domingos, consumían las tres partes de su hacienda. El resto della concluían sayo de velarte, calzas de velludo para las fiestas, con sus panfuffos de lo mesmo, y los días de entresemana se honraba con su vellorí de lo más fino. Tenía en su casa una ama que pasaba de los cuarenta y una sobrina que no llegaba

a los veinte, y un mozo de campo y plaza que así ensillaba el rocín como tomaba la podadera¹.»

Ce magnifique portrait d'un «typique hidalgo de village», pour reprendre les mots du professeur Francisco Rico², a fondé l'archétype de l'hidalgo espagnol, facile à reconnaître, et reproduit à profusion.

Cervantès, cependant, tout comme la littérature des XVI^e et XVII^e siècles, opposait ce modèle de l'hidalgo castillan, dont la noblesse n'était pas remise en question, à la figure de l'hidalgo du nord de l'Espagne (des Asturies ou de Biscaye). Celui-ci était considéré comme tel du simple fait d'être né dans les montagnes du Nord : il était «hidalgo comme le roi, parce qu'il était *montañés*»³. Mais, le mode de vie de ces hidalgos du Nord n'avait strictement rien à voir avec celui d'un Don Quichotte : bien loin de s'astreindre à l'obligation de vivre noblement, ils vivaient d'activités agricoles ou artisanales, ou d'autres métiers de vile réputation. C'est pourquoi leur noblesse, objet de moquerie dans la littérature de l'époque⁴, était remise en question par la société espagnole.

Les pages qui suivent voudraient placer ces hidalgos du Nord au cœur de l'analyse. Car le sujet n'est pas banal. La Cordillère cantabrique, en effet, abritait la plus grande concentration de population noble de la Couronne de Castille, et l'une des plus denses d'Europe au demeurant⁵. Si la noblesse, à la fin du Moyen Âge, représentait entre 1 et 2% de la population européenne⁶, dans le royaume de Castille, vers 1500, elle atteignait la proportion de 11% environ, et se concentrait principalement entre Asturies et Guipúzcoa⁷. Les meilleures informations sur la distribution de la noblesse dans le nord de la Péninsule proviennent du recensement de

1. CERVANTES, 1998, Primera parte, Capítulo 1, p. 35-36. «Dans un village de la Manche, dont je ne veux pas me souvenir le nom, vivait il n'y a pas longtemps un de ces gentilshommes avec lance au râtelier, bouclier de cuir à l'ancienne, levrette pour la chasse et rosse efflanquée. Du bouilli où il entraînait plus de vache que de mouton, du hachis presque tous les soirs, des œufs au lard le samedi, le vendredi des lentilles et, le dimanche, un pigeonneau pour améliorer l'ordinaire, voilà qui mangeait les trois quarts de son revenu. Un justaucorps de drap fin, avec chausses et pantouffles de velours pour les jours de fête, et l'habit de bonne serge dont il se contentait les jours de semaine absorbaient le reste. Il avait chez lui une gouvernante de plus de quarante ans, une nièce qui en avait moins de vingt, et un valet bon à tout, qui sellait la rosse aussi bien qu'il maniait la serpe». Traduction d'Alice Schulman, Seuil, 1997.

2. RICO, 2005, p. 743.

3. CERVANTES, 1998, Segunda parte, Capítulo XLVIII, p. 1019. *Montañés* signifie issu de la région espagnole appelée «la Montaña», entre les Asturies et la province de Guipúzcoa.

4. CERVANTES, 1998, Segunda parte, Capítulo XLVIII, p. 1019. OTAZU, 1973, p. 121-128.

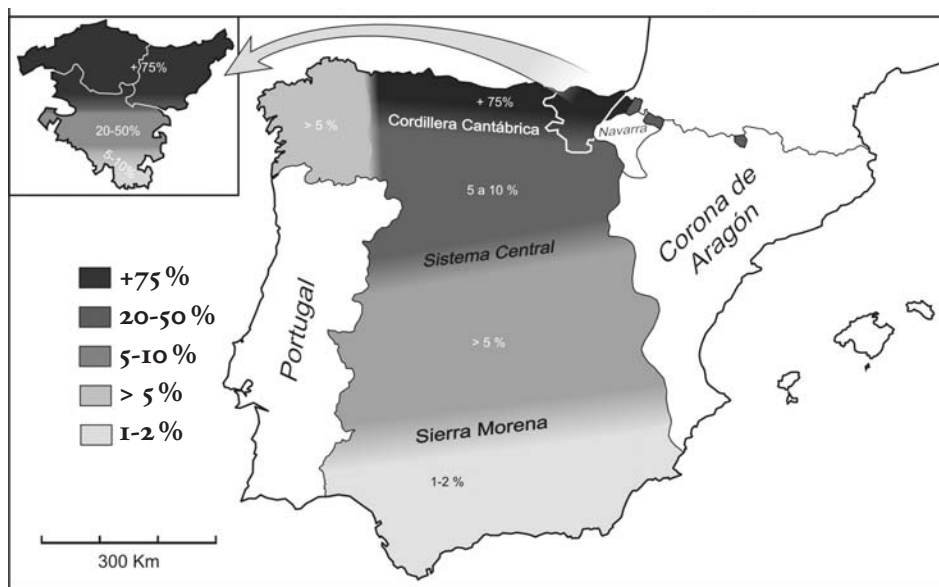
5. MACZAK, 1996, p. 259-283.

6. DEWALD, 1996, p. 1.

7. GERBET, 1980, p. 78-99; MOLINIÉ-BERTRAND, 1974, p. 51-82.

1591 : tandis que la population galicienne de condition *hidalga* représentait à peine 5 % de l'ensemble des habitants, celle des Asturies atteignait 76 % et, en Cantabrie, autour de 86 %. Au sud des territoires de la cordillère, dans les montagnes de Burgos, le nombre d'hidalgos était plus faible, mais il oscillait cependant entre 50 et 70 % de la population. Enfin, en Álava, au milieu du XVI^e siècle, les hidalgos constituaient 25 % de la population⁸. Ces chiffres sont frappants, et suffirent amplement à justifier une étude des hidalgos du Nord, dans le but, en particulier, d'expliquer pourquoi, dans quel contexte et de quelle manière, l'*hidalguía* s'est généralisée dans ces régions à partir de la fin du XIII^e siècle. Pour l'heure, l'analyse se limitera ici au Pays Basque.

Carte 1.
Distribution de la population noble dans la Couronne de Castille (1591)



Sur la généralisation de l'*hidalguía*

Le mot hidalgo ne plonge pas ses racines dans une lointaine nuit des temps. Il apparut au XIII^e siècle et se diffusa dans la Couronne de Castille tout au long de ce siècle, se substituant au terme d'*infançon*. Selon le grand historien José Maria Lacarra, sa propagation fut « explosive » du Léon jusqu'aux frontières de la Couronne d'Aragon où, en revanche, ce qualificatif ne fut jamais employé pour désigner les membres de la petite noblesse. Sur l'origine et la signification du terme, la plupart des historiens

8. MOLONIE-BERTRAND, 1985 ; CARRETERO, 2008, t. II, p. 436-462.

espagnols acceptent la proposition de Menéndez Pidal qui – en prenant comme référence *Las Partidas* où les hidalgos sont définis comme des enfants de bien [de richesse] –, faisait dériver hidalgo de *filio de aliquo*. Le professeur Lacarra, toutefois, a repris la proposition de F. Lázaro Carreter qui suggérait une origine différente à partir de la forme *fidaticum* – digne de confiance –, forme dérivée de *fides* (avec le suffixe *-aticum*) et très utilisée dans le dialecte de León, ce qui conduisait cet auteur à penser que le mot était né dans cette région avant d’entamer son expansion vers l’est⁹.

Quoi qu’il en soit, le mot *hidalgo* remplaça le mot *infançon*. Or, avant le XIII^e siècle, l’*infanzonía* – terme associé à la condition nobiliaire de ceux qui s’en revendiquaient – n’était le patrimoine que d’un petit groupe de privilégiés. Pourtant, deux siècles plus tard, les hidalgos étaient devenus majoritaires dans les régions que nous avons signalées. C’est qu’entre temps, selon le professeur Lacarra, furent incorporés à la condition des hidalgos tous les hommes qui voulaient améliorer leur statut et se trouvaient disposés à lutter à cheval en échange de certains privilèges.

L’accès à l’*hidalguía*, en effet, impliquait des privilèges et des obligations. Parmi ceux-ci, les privilèges juridictionnels avaient une importance particulière, et tout particulièrement l’immunité. Les hidalgos ne pouvaient être emprisonnés ni pour dettes, ni pour s’être porté caution; leurs maisons, leurs chevaux et leurs armes ne pouvaient être mis en gages. Les hidalgos devaient être jugés par des magistrats particuliers (les *alcaldes hijosdalgo*). Ils ne pouvaient être soumis à la torture ni être exécutés de façon abjecte. Et quand ils étaient assassinés ou déshonorés, la peine encourue pouvait atteindre la somme de 500 sous, d’où l’expression commune dans les documents qui parlent de l’*hijodalgo de devengar quinientos sueldos segund el fuero de España* («l’hidalgo qui coûte 500 sous selon la coutume d’Espagne»). De plus, les hidalgos étaient exempts d’impôts personnels et réels. Enfin, en ce qui concerne leurs obligations, il convient de souligner qu’ils devaient, quand le roi l’exigeait, un service d’ost à cheval.

L’intégration de nouveaux venus au sein de l’*hidalguía* se poursuivit tout au long des XIV^e et XV^e siècles par le biais de différentes procédures. Trois d’entre elles sont particulièrement remarquables. La première était le privilège royal. Les rois concédaient parfois l’*hidalguía* à ceux qui leur avaient prêté service à cheval lors des entreprises militaires qu’ils multiplièrent au cours de ces siècles. Ce faisant, en effet, ils élargissaient l’accès à l’*hidalguía* qui se trouvait ainsi ouverte aux *pecheros*, c’est-à-dire aux hommes qui étaient normalement soumis aux impôts réels et

9. LACARRA, 1983, p. 201-219.

personnels. La seconde voie d'accès à la noblesse était l'*ejecutoria*: une sentence qui, au terme d'un procès, reconnaissait l'*hidalguía* du plaignant. Jusqu'à la *Pragmática de Córdoba* (1492), la référence légale était celles de Toro (1398) et de Tordesillas (1403) qui imposaient de démontrer que la famille du plaignant était en possession de l'*hidalguía* depuis trois générations, et qu'elle n'avait pas payé d'impôts fonciers et personnels depuis vingt ans au moins. C'était une procédure complexe, longue et parfois coûteuse. Ceux qui l'utilisaient, néanmoins, savaient qu'il était possible d'obtenir gain de cause et que, dans la grande majorité des cas, il en allait ainsi.

Mais l'accès à l'*hidalguía* pouvait suivre d'autres voies encore, parmi lesquelles figurait notamment le mariage des filles de paysans avec des hidalgos. Les enfants de ces couples, filles et garçons, obtenaient en effet l'*hidalguía*. En outre, les biens fonciers que les jeunes paysannes apportaient en dot dans le nouveau ménage se trouvaient de la sorte exemptés d'impôts: c'était une puissante incitation en faveur de tels arrangements. Ce fut le cas pour quelques paysannes de Cigoitia en Álava, et pour María de Iburgüen, en particulier, qui rapporta cet épisode de sa vie lors d'un témoignage en justice. Orpheline à treize ans, elle fut promise en mariage à un hidalgo. Alors qu'elle pleurait parce qu'elle ne connaissait pas son mari, ses oncles et tantes lui imposèrent le silence parce que, disaient-ils, les biens qu'elle apporterait au ménage seraient un jour libres de tout impôt¹⁰.

Telles étaient donc les démarches habituelles permettant d'accéder au statut d'*hidalguía*. En Pays Basque il y eut bien des hidalgos qui obtinrent ce statut par le biais de ces procédures. Et ce fut dans le *Señorío* de Biscaye, dans la Provincia de Guipúzcoa, dans les vallées du versant cantabrique d'Álava, Ayala et Aramayona et dans le comté d'Oñate qu'elles furent le plus pratiquées. À la fin du XIV^e siècle, la documentation semble bien indiquer que la condition *hidalga* était devenue majoritaire parmi les habitants de ces lieux¹¹. Et l'aboutissement de cette évolution pourrait bien être marqué par la reconnaissance juridique d'*hidalguía* qu'obtinrent tous les natifs du *Señorío* de Biscaye (1526)¹² et de la Provincia de Guipúzcoa (1610)¹³.

En 1526, le *Fuero Nuevo* de Biscaye proclamait, en effet, l'*hidalguía* de tous les Bisciaïens. Étaient reconnus hidalgos non seulement ceux qui

10. DÍAZ DE DURANA, 2004, p. 251-254.

11. HIDALGO DE CISNEROS, 1985, p. 67; BARRENA, 1982, p. 57.

12. Fuero Nuevo de Vizcaya, 1976, Título, 1, Ley XVI, p. 12-13.

13. Archivo Municipal de Bergara, A. Históricos, B-01, L.292.

étaient nés et vivaient toujours dans le Señorío, mais également ceux qui étaient en mesure de prouver leur origine biscayenne, quand bien même ils étaient émigrants de deuxième ou troisième génération, exilés à cause de la pauvreté et de la stérilité de la terre, et quand bien même ils vivaient désormais dans des villages de Castille où ils étaient tenus pour *pecheros*. La déclaration d'*hidalguía* universelle, par conséquent, visait ainsi à consolider aussi les exonérations fiscales de ceux qui avaient émigré. De fait, le *Fuero Nuevo* proclamait l'*hidalguía* en prenant comme point de référence des concepts étroitement liés à un autre texte élaboré à Oñate en 1477¹⁴, tout en supposant un saut qualitatif sans précédent : non seulement parce qu'il proclamait l'*hidalguía* de tous les Biscayens, mais aussi, et surtout, parce qu'il prétendait (et il y réussit !) faire prévaloir les dispositions des *fueros* locaux sur le droit commun de Castille, et imposer, au demeurant, que leurs dispositions fussent appliquées en territoire castillan, bien au-delà des terres biscayennes.

Ces prétentions n'étaient pas entièrement nouvelles. Tout au long du xv^e siècle, un débat intense opposa ceux qui n'admettaient pas l'*hidalguía* territoriale et ceux qui la revendiquaient. L'enjeu était de savoir si l'*hidalguía* devait être limitée aux lignages qui avaient obtenu cette condition à travers des procédures administratives particulières ou, au contraire, si elle devait s'étendre à l'ensemble des natifs de Biscaye et Guipúzcoa. Finalement, c'est la thèse territoriale qui s'imposa. S'appuyant sur l'idée que les gens du Nord n'avaient jamais été envahis, contaminés, ni colonisés par d'autres peuples, les tenants de ce parti construisirent un discours historique et juridique qui justifiait l'*hidalguía* collective. Cette thèse accordait à tous les Biscayens et habitants de Guipúzcoa la noblesse la plus ancienne d'Espagne. Il n'était pas nécessaire, par conséquent, de se soumettre à des ordonnances (*pragmáticas*) castillanes qui imposaient des preuves spécifiques pour démontrer leur *hidalguía*. Tout au contraire, il leur suffisait, pour la voir reconnaître, de prouver leur naissance dans le Señorío de Biscaye ou dans la Provincia de Guipúzcoa¹⁵.

Les règles édictées par les *fueros* n'auraient sûrement pas prévalu sur le droit commun castillan si ce processus d'intégration à l'*hidalguía* ne s'était pas appuyé sur des situations antérieures qui contribuèrent de façon décisive à justifier et renforcer les arguments utilisés. Pour défendre ou essayer de démontrer l'ancienneté de cette *hidalguía*, pour convaincre – malgré les controverses juridiques – de ce qu'elle était conforme aux

14. OTAZU et DÍAZ DE DURANA, 2008, p. 46-51.

15. ARANZADI, 1982, p. 347-447.

critères castillans, il fallait des exemples et des précédents. Dans cette optique, on devait nécessairement accorder une importance particulière aux obligations militaires, à l'organisation politique et à la fiscalité à laquelle étaient soumis les habitants des territoires côtiers du Pays Basque.

Hidalguía et obligations militaires

L'*hidalguía*, c'est bien connu, était étroitement associée aux obligations militaires des titulaires de *feudos de bolsa* (fiefs de bourse), lesquelles impliquaient l'entretien d'un cheval et d'un équipement militaire, ainsi que trois mois de participation à l'ost lorsque le roi ou le seigneur le demandait¹⁶. Certes, au fil des siècles, l'éloignement des zones de combats et les transformations que subit l'organisation des contingents armés conduisirent les hidalgos à prendre quelque distance avec la conquête des terres du sud. En général, cependant, la diffusion de l'*hidalguía* des Asturies jusqu'en Guipúzcoa est associée, tout comme pour les vallées pyrénéennes de Navarre et d'Aragon, à leur localisation aux frontières des royaumes dont dépendaient ces régions, ainsi qu'aux services militaires prêtés par leurs habitants, à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs territoires¹⁷.

Pour argumenter dans le sens de cette étroite relation, il n'est pas inutile de rappeler que la proclamation d'*hidalguía* universelle, en Biscaye et Guipúzcoa, intervint après une participation massive des habitants aux affrontements qui précédèrent l'accession au trône d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon. Ce fut le cas, entre 1475 et 1525, lorsqu'il fallut défendre avec acharnement les places fortes frontalières convoitées par le roi de France (Fuenterrabía). Ce fut le cas aussi, entre 1482 et 1492, lors de l'attaque finale menée contre le royaume de Grenade et, en 1512 encore, durant la conquête du royaume de Navarre. Or, il convient de souligner que participèrent à toutes ces campagnes, non seulement ceux qui avaient l'obligation de répondre à l'appel des rois – les *Parientes Mayores* des principaux lignages, ceux qui percevaient des rentes de la Couronne pour entretenir leurs mesnies – mais aussi, sous la bannière des *hermandades*, des contingents armés formés de paysans et de gens des villes.

Si ces derniers avaient toujours pris part aux combats, il n'en reste pas moins que la participation des gens ordinaires, désormais organisée dans le cadre des *hermandades*, impliquait un bouleversement des équilibres antérieurs. La pratique des armes cessa d'être associée exclusivement à l'*hidalguía*, jetant à bas le mur qui séparait les hidalgos des *pecheros*. À tel point que les *Juntas Generales* de Guipúzcoa, en 1518, remirent

16. *El Fuero Viejo de Castilla*, 1996, p.83 ; MORAN, 1996, p. 32.

17. LARREA, 2005, p. 64-68.

en question la valeur militaire de ce que les contingents nobiliaires apportaient à la défense du territoire: elles considéraient que le nombre de combattants recrutés par les *hermandades* était bien supérieur à celui des guerriers engagés par les *Parientes Mayores*¹⁸. Or, ces services militaires rendus à la Couronne furent parmi les arguments centraux utilisés par la *Provincia*, en 1608, pour obtenir l'*hidalguía* de tous les natifs de Guipúzcoa¹⁹. Au cours des XVI^e et XVII^e siècles, la participation militaire des habitants du nord de l'Èbre à la défense du territoire, participation traditionnellement associée en Castille à la noblesse, contribua à asseoir l'idée d'une généralisation de l'*hidalguía* parmi les natifs de ces territoires.

Hidalguía et organisation politique

À partir de la fin du Moyen Âge, l'organisation politique d'Álava, de Guipúzcoa et de Biscaye, tout comme la participation des *pecheros* aux offices publics des villes²⁰, contribua à répandre l'idée d'une *hidalguía* généralisée parmi tous les natifs du Pays Basque. Ceci advint tout spécialement quand le peuple du pays eut migré vers les villes castillanes où les offices étaient réservés aux hidalgos.

La Biscaye était un *señorío* dont les contours géographiques et institutionnels étaient pratiquement fixés dès le début du XIII^e siècle. En Álava et en Guipúzcoa, le processus de formation territoriale et politique n'aboutit qu'au XV^e siècle, parallèlement à la consolidation, à partir de 1463, des *Juntas Generales* qui, dans l'un et l'autre territoire, réunissaient les représentants des différentes circonscriptions territoriales et constituaient le principal organe de gouvernement. Leurs attributions, dans la *Provincia* d'Álava et la *Provincia* de Guipúzcoa, se précisèrent dans la deuxième moitié du XV^e siècle. Elles étaient en charge, principalement, du maintien de l'ordre et de l'exécution de la justice. Elles intervenaient dans les procès civils et criminels, sans toutefois interférer sur l'autorité du juge. Elles réglèrent les différends entre les communautés, ou entre celles-ci et les particuliers et, surtout, luttèrent vigoureusement contre les lignages nobles quand ceux-ci mettaient en péril la paix publique. En Guipúzcoa, de plus, elles contrôlaient la présence et les activités de certains groupes marginaux tels que les sorcières, les juifs et, un peu plus tard, les convertis. Elles renforcèrent également leurs compétences militaires dans un contexte d'affrontements permanents avec les troupes françaises autour de la place

18. DÍAZ DE DURANA et FERNANDEZ DE LARREA, 2004, p. 324-326; LEMA *et alii*, 2002, p. 320-334.

19. DÍAZ DE DURANA, 2004, p. 295-296.

20. PORRES, 2001.

fortifiée de Fuenterrabía. Elles s'occupaient de l'approvisionnement, en blé notamment, de la maintenance du réseau des chemins, de la circulation des marchandises et de la production de certaines activités artisanales.

En Guipúzcoa, des représentants de chaque ville assistaient aux *Juntas Generales*²¹. Ils étaient désignés par le conseil de chaque communauté, sur la base de critères de voisinage et de richesse qui excluaient, entre autres, les clercs et les habitants des campagnes soumis à la juridiction des villes. Fut exigée en outre, à partir de 1529, une certaine connaissance de la langue espagnole, parlée et écrite.

En Álava, la participation aux *Juntas* fut réservée aux habitants les plus riches de chaque circonscription, ce qui, de fait, limitait à un petit nombre la participation à la vie publique. Dans la vallée d'Aramayona, par exemple, sur 196 habitants, deux seulement pouvaient avoir, en 1510, accès aux *Juntas Generales*²². De plus, les hidalgos de chaque *hermandad* locale monopolisaient la plus grande part des magistratures et offices, ce qui générait des conflits répétés avec les *pecheros* qui réclamaient une plus grande participation à la vie publique. À Vitoria, par exemple, les intérêts politiques et économiques de l'oligarchie qui s'empara du gouvernement furent, dès lors, déterminants dans la construction de l'organisation politique de la *Provincia*²³.

Même si le résultat fut en définitive similaire, l'évolution de la Biscaye fut différente du fait de la stricte distinction opérée entre les villes et la campagne: la Tierra Llana. En Álava et en Guipúzcoa, le ressort des villes incorporait en effet l'essentiel des campagnes. Les villes biscaïennes, au contraire, ne contrôlaient que l'espace réduit des agglomérations. La représentation politique des Biscaïens se trouvait, par conséquent, fragmentée en deux entités bien différenciées: et alors que la Tierra Llana était contrôlée par les grands lignages, les villes étaient dirigées par les marchands. La juridiction réduite des villes biscaïennes empêcha donc les élites urbaines d'étendre leur influence sur les zones rurales. Ce faisant, elle leur interdisait de prétendre à la représentation politique de l'ensemble du territoire, et de se convertir en interlocuteurs uniques de la Couronne. C'est pourquoi, en Biscaye, les membres des grands lignages ne furent pas évincés du pouvoir politique par l'institutionnalisation des factions²⁴.

En Guipúzcoa ou en Biscaye, avant même la généralisation de l'*hidalguía* et malgré les restrictions de voisinage et de richesse, les *pecheros*

21. LEMA, 2002, p. 85-56.

22. DÍAZ DE DURANA, 2004, p. 190-192.

23. FERNANDEZ DE PINEDO, 1994, p. LIII-LIX.

24. GARCÍA DE Cortazar *et alii*, 1985, III, p. 363-378.

pouvaient donc accéder aux charges publiques aussi bien dans les villes qu'aux différents échelons des institutions provinciales²⁵. En Castille, au contraire, les *pecheros* avaient à peine droit à une représentation dans les communes villageoises²⁶, une place qui, dans la pratique, étaient réservée à la classe des privilégiés, c'est-à-dire aux chevaliers et aux hidalgos. C'est pourquoi, quand un natif d'Álava, de Guipúzcoa ou de Biscaye revendiquait son *hidalguía* au sud de l'Èbre, il était parfaitement crédible aux yeux des autorités castillanes lorsqu'il argumentait en disant qu'il avait occupé des charges municipales ou provinciales.

Hidalguía et exemption fiscale

Les hidalgos étaient exempts d'impôts personnels et réels. La généralisation de l'*hidalguía* au nord de la Cordillère cantabrique contribua de façon déterminante à répandre l'idée que les gens du nord ne payaient pas d'impôts, un argument décisif à l'heure de défendre leur *hidalguía* loin de leurs terres, au sud de l'Èbre principalement. Pourtant, et même s'il ne le faisaient pas de la même manière que les autres sujets du royaume, les hidalgos du Nord contribuaient aussi à renflouer les caisses royales.

Le cas le plus éloigné du régime fiscal castillan est celui du *Señorio* de Biscaye. Interprété en terme d'exemption, il pousserait à conclure que les Biscaiens ne payaient pas d'impôts. Ils en payaient pourtant, et il convient de rappeler que, depuis 1379, le seigneur de Biscaye n'était autre que le roi de Castille. De fait, les formes de fiscalité nouvelles que la Couronne de Castille imposa dans la seconde moitié du XIII^e siècle ne furent pas appliquées dans le *Señorio* de Biscaye. Parlant des formes de fiscalité subies par les Biscaiens, Luis Maria Bilbao a affirmé qu'elles inspiraient une certaine sensation d'archaïsme²⁷. Les villes versaient le *pedido*, un impôt d'origine royale, qui était réparti entre tous les habitants. Dans les campagnes, le seigneur de Biscaye percevait également le *pedido* sur les paysans qui dépendaient directement de lui. Il collectait aussi les *derechos de ferrería* (droits de forge), la rente des prévôts des villes et une fraction des revenus des églises sur lesquelles il détenait un droit de patronage (dont la plus grande partie était toutefois concédée aux principaux lignages du *Señorio*). Les Biscaiens ne payaient pas la *alcabala*, l'impôt qui grevait de 10% la valeur des achats et ventes, ni les « services extraordinaires » accordées au roi par les *Cortes* du royaume, alors même qu'il s'agissait, à la fin du Moyen Âge, des deux

25. GARCÍA FERNANDEZ, 2004, p. 211-278.

26. MONSALVO, 1989; VAL VALDIVIESO, 1994.

27. BILBAO, 1991, p. 48.

plus importantes sources de revenus de la Couronne²⁸. Le *Fuero Nuevo* de Biscaye, en 1526, avalisa ce statut fiscal particulier²⁹.

On ne payait pas l'*alcabala* dans les vieux domaines d'Ayala, d'Aramayona et d'Oñate, où l'*hidalguía* se généralisait également. En Guipúzcoa et en Álava, en revanche, on devait la taxe sur les ventes tout autant que l'ensemble des impôts dus au trésor royal, y compris les services votés par les *Cortes*. En Álava, de surcroît, on payait le *pecho forero*, l'impôt local et coutumier qui comprenait le *semojo* – un versement en nature, moitié blé et moitié orge, et le bœuf de mars, une quantité en argent. Mais on ne payait pas les *tercias* (les fractions de dîmes dues au roi) parce que les églises étaient sous le patronage de seigneurs laïcs. De plus, les habitants des villes étaient exempts du paiement des impôts qui grevaient la circulation des marchandises, parce qu'il était admis que le pays, réputé pauvre, devait nécessairement s'approvisionner à l'extérieur. On payait toutefois les dîmes de la mer qui grevaient l'entrée et la sortie des marchandises dans les ports de la côte de Guipúzcoa et à la « douane intérieure » de Vitoria³⁰.

Comparée au cas de la Biscaye, la situation fiscale en Álava et Guipúzcoa pouvait donc paraître bien intégrée dans le système castillan. Mais à partir du dernier quart du xiv^e siècle, les villes de Guipúzcoa se différencièrent parce que se diffusait, précisément, l'idée d'une exemption générale de tous les habitants. Ils cessèrent de payer les vieux impôts d'origine domaniale. En outre, à partir de 1509 et pendant tout le xvi^e siècle, l'*alcabala* qui grevait en principe 10 % du montant des ventes fut réduite à un versement fixe (en récompense des services militaires prêtés à la Couronne) au moment où, précisément, les revenus annuels de cet impôt connaissaient leur plus grande hausse³¹. De fait, ceci semble confirmer ce que déclarait, au début du xvii^e siècle, un mémoire attribué au seigneur de Berástegui : l'exemption s'était étendue à tous les habitants de Guipúzcoa pour mettre tous les contribuables sur un pied d'égalité. C'était un argument de plus en faveur de l'extension de l'*hidalguía* à l'ensemble des natifs de ce territoire car, vue depuis la Castille, une contribution aussi atténuée équivalait à l'exemption. L'idée se répandait ainsi qu'il y avait là des territoires et des individus fiscalement privilégiés³². Quelques années plus tard, en arguant également des services rendus à la Couronne, les *Juntas Generales* d'Álava sollicitèrent le roi pour obtenir que l'*alcabala* soit

28. LADERO, 1982 ; DÍAZ DE DURANA et PIQUERO, 2006, p. 55-56.

29. *Fuero Nuevo de Vizcaya...*, Título I, Ley IV, p. 8.

30. GAIBROIS, 1922-1928 ; FERNÁNDEZ DE PINEDO, 1982, p. 65-73 ; LÓPEZ DAPENA, 1984.

31. DÍAZ DE DURANA et PIQUERO, 2006, p. 56-62.

32. OTAZU et DÍAZ DE DURANA, 2008, p. 82.

réduite à un montant qui n'augmenterait plus : elles n'y réussirent pas³³, et de fait, l'*hidalguía* ne se généralisa pas en Álava.

Pour finir, le recouvrement des « impôts extraordinaires » votés par les Cortes fut, en Álava et Guipúzcoa, transféré à partir de 1472 sous la responsabilité des *hermandades*. Désormais, tout le monde devait y contribuer, y compris les hidalgos. C'est dire, d'une certaine façon, que chacun continuait de payer un forme d'impôt, mais que ceux-ci étaient versés en fonction de concepts devenus très différents de ceux qui s'appliquaient aux habitants des villes et villages castillans³⁴. Ceci contribuait encore à diffuser le sentiment qu'il existait, au nord de l'Ébre, une tradition d'exemption, une idée qui fut récupérée plus tard dans les déclarations et les actes juridiques qui proclamèrent l'*hidalguía* universelle.

Quelques clés pour comprendre l'inégale généralisation de l'*hidalguía*

Les succès et les échecs des prétentions à l'*hidalguía* universelle ne sauraient être attribués à une seule cause. Pour expliquer de quelle manière elle s'imposa ici ou là, il est donc nécessaire de proposer quelques clés d'interprétation supplémentaires. Nous analyserons essentiellement, dans les paragraphes qui suivent, deux de ces éléments d'explication : les conflits sociaux qui agitèrent le Pays Basque en premier lieu et, pour finir, la relation étroite qui s'établit au xv^e siècle entre *hidalguía* et pureté de sang.

La généralisation de l'hidalguía, corollaire des conflits sociaux du bas Moyen Âge

La généralisation de l'*hidalguía* n'est pas le résultat direct des conflits sociaux qui secouèrent le Pays Basque au cours du bas Moyen Âge. Il n'en reste pas moins que, dans les régions où l'*hidalguía* se généralisa, ces conflits permirent une mobilité sociale qui doit être prise en compte. Tout au long du xiv^e siècle, et durant une bonne partie du xv^e, les formes anciennes de l'encadrement des hommes perdurèrent sans grand changement. En 1526, cependant, le *Fuero Nuevo* proclamait l'*hidalguía* de tous les natifs du *Señorio* de Biscaye, y compris donc, pour les paysans soumis aux cens. En Guipúzcoa, néanmoins, le roi et les ordonnances de l'*Hermandad* prohibèrent une partie des formes du contrôle social, économique et politique que les grands lignages exerçaient sur l'ensemble de la société. En 1489, toutefois, les habitants de la vallée d'Ayala renoncèrent à leur ancien *Fuero* de 1373, celui-là même qui précisait les différences légales séparant les paysans des hidalgos. On ne saurait croire que des changements

33. DÍAZ DE DURANA, 1991, p. 200.

34. FERNÁNDEZ DE PINEDO, 1991.

aussi substantiels ne fussent pas liés, dans chacun de ces territoires, à une transformation sensible des rapports sociaux et des relations entre groupes sociaux. Comment imaginer que, dans un laps de temps aussi court, tout le monde ait oublié le statut immémorial des paysans de Biscaye, des *peones* de la vallée d'Ayala, des *pecheros* d'Aramayona ou des *solariegos* du comté d'Oñate ou de ceux vivant sur d'autres terres de Guipúzcoa ?

Au sein de chaque communauté, le développement des conflits sociaux renforçait les liens entre les individus. La défense des intérêts communs, gravement menacés par les procédés arbitraires des puissants, impliquait une organisation qui, s'appuyant sur les structures municipales et les assemblées jurées, devait assurer le recouvrement des frais engagés en justice, coordonner l'action des avocats et procureurs (collecte des témoignages, présentation des preuves, etc.) et entretenir la flamme des revendications dans des procédures qui pouvaient s'éterniser. Face aux seigneurs de la guerre et de la terre qui prétendaient valoir mieux (*valer más* est une expression qui revient souvent dans le discours des nobles du xv^e siècle), les communautés finirent par imposer l'idée que tous les habitants devaient valoir autant (*valer igual*). Ces derniers, qu'ils fussent *pecheros* ou hidalgos, durent s'affronter aux plus puissants des seigneurs et à leurs procédés arbitraires en utilisant tous les recours qui étaient à leur portée. L'expression politique de cette alliance fut la *Hermanidad* – assemblée des représentants des villes et de la Tierra Llana – ourdie contre les grands lignages pour défendre les intérêts de la communauté et de la justice publique.

La version la plus radicale de cette alliance politique entre *pecheros* et hidalgos se rencontre en Guipúzcoa : ici, la *Provincia* fut le fruit de l'union des villes et fut un élément essentiel de la déroute des seigneurs. Appuyés sur leurs principaux outils de gouvernement, les *Juntas Generales*, les procureurs de chaque ville s'impliquèrent dans la défense des intérêts communs et élaborèrent le discours idéologique qui affirmait la noblesse originaire de tous les habitants³⁵.

La constitution provinciale d'Álava nous montre le revers de la médaille. Dans la solution des conflits sociaux et dans les relations avec la Couronne, la *Provincia* et ses *Juntas Generales* jouèrent un rôle semblable. Mais contrairement à la province de Guipúzcoa, territoire du domaine royal où les nobles n'avaient guère de seigneuries, l'Álava était un territoire intensément seigneurialisé. En outre, l'*hidalguía* y était beaucoup moins fréquente. Les différences avec les *pecheros* se

35. FERNÁNDEZ ALBALADEJO et PORTILLO, 1989, p. 149-165.

maintinrent donc, et les hidalgos réussirent à conserver leurs privilèges exclusifs et à les perpétuer tout au long des siècles suivants³⁶.

Hidalguía, pureté du sang et égalitarisme

À partir des années 80 du xv^e siècle et tout au long du xvi^e, l'*hidalguía* fut associée à la «pureté du sang»: tous ceux qui prétendaient y accéder devaient prouver que jamais n'avait coulé dans les veines de leur ancêtres un sang musulman ou juif. Dans les décennies antérieures à l'expulsion des juifs (1492), la ségrégation et la discrimination à l'encontre des juifs et des musulmans atteint un paroxysme, de même que la fureur qui se déchaînait contre les nouveaux convertis au christianisme. Ces passions furent un excellent mortier au moment de construire l'idée d'une noblesse originelle qui aurait été en quelque sorte consubstantielle à tous les habitants de la *Provincia* de Guipúzcoa et du *Señorío* de Biscaye: parce qu'ils pouvaient prétendre n'avoir jamais été mélangés à d'autres peuples, et n'avoir jamais accepté comme un voisin quiconque n'aurait pas été hidalgo.

En Guipúzcoa, vers 1482, une ordonnance dictée par la *Provincia* interdit l'établissement des juifs et des convertis. En 1510, Jeanne de Castille interdit l'installation des convertis aussi bien dans le *Señorío* de Biscaye que dans la *Provincia* de Guipúzcoa. En 1527, considérant la menace que représentait, pour les habitants de ces régions, la pureté de sang douteuse de ceux qui étaient venus s'installer ici malgré les nouvelles prohibitions, une ordonnance fut dictée qui stipulait l'expulsion des coupables³⁷. Parmi ceux-ci, Juan de Seguro, fils d'un esclave maure que Pedro de Idiáquez avait acquis à Grenade en 1492, fut expulsé. On eut beau démontrer que Perico –son père– avait été affranchi par son maître avant de mourir, qu'il avait été baptisé une fois arrivé à Azcoitia, qu'il s'était marié avec Maria Arahume, une hidalga habitante de la ville, ou encore qu'il avait, pendant plus de trente ans, rempli toutes ses obligations comme un bon chrétien, aucun de ces faits ne fut suffisant. Lui et son fils étaient encore et toujours considérés comme des Morisques, et furent condamnés à abandonner la ville et la province de Guipúzcoa³⁸.

Au fur et à mesure que s'enracinait cette liaison entre *hidalguía* et pureté de sang³⁹, nourrie d'arguments en tous genres, s'élaborait aussi l'une des justifications idéologiques des thèses égalitaristes. Lorsque

36. DÍAZ DE DURANA, 2004, p. 215-286.

37. TRUCHUELO, 2004, p. 557.

38. DÍAZ DE DURANA, 2004, p. 102-104.

39. PORRES et BENITO, 2000.

prirent fin les conflits sociaux du bas Moyen Âge, le discours politique des oligarchies urbaines triompha au Pays Basque. Sa version la plus radicale fut vraisemblablement celles des oligarchies urbaines de Guipúzcoa, lesquelles monopolisaient le pouvoir aussi bien dans les villes qu'au sein de l'*Hermanidad*. Ce discours s'articulait autour de deux arguments centraux. En premier lieu, il visait à délégitimer les *Parientes Mayores*, considérés comme des factieux et des malfaiteurs, des chefs de bandes nobiliaires dont la valeur pouvait être mise en doute, y compris pour la défense militaire de ces territoires⁴⁰. Ce discours, par ailleurs, s'appuyait sur l'élaboration d'un récit historique nouveau, qui justifiait la victoire des gens des villes en remplaçant les images anciennes d'une société de seigneurs et de vassaux par le modèle d'une société de maisons, égales en honneur et en dignité⁴¹. L'idéologie égalitariste devint ainsi l'idéologie officielle des élites basques et fut, bien évidemment, défendue avec force par les institutions forales.

Cette construction idéologique était étroitement liée au discours historique et juridique qui justifiait l'*hidalguía* universelle et doit sans doute être attribuée aux juristes formés dans les universités castillanes de l'époque. C'étaient d'excellents connaisseurs de la législation et des traités de droit classiques et contemporains. Entre 1482 et 1575, s'appuyant sur l'armature des pouvoirs locaux et territoriaux, ils bâtirent un discours historique et juridique qui finit par devenir un discours politique⁴², un discours suffisamment efficace pour que les natifs de ces territoires aient fini par se considérer, et être considérés, comme une communauté d'hidalgos issue de temps immémoriaux⁴³.

En apparence donc, ils étaient tous égaux. Cela dit, si cet égalitarisme n'était pas aussi rigide que le corset d'une société d'ordres, il finit tout de même par devenir l'instrument de domination d'un petit nombre sur la majorité dès lors que furent fixées les conditions économiques et linguistiques qui limitaient l'accès au pouvoir politique.

Et pourtant, tous n'étaient pas hidalgos

Le *Fuero Nuevo* de 1526 proclama l'*hidalguía* de tous les Bisciaïens. En 1610, Felipe III la reconnut pour tous les natifs de la Province de Guipúzcoa. En Álava, au contraire, l'*hidalguía* ne se généralisa pas. Dans les années trente du XVI^e siècle, les hidalgos, inégalement répartis sur le

40. DÍAZ DE DURANA et FERNÁNDEZ DE LARREA, 2004, p. 316.

41. MARTÍNEZ GORRIARAN, 1993, p. 57.

42. GARCÍA DE CORTÁZAR, 1998, p. 19.

43. OTAZU et DÍAZ DE DURANA, 2008, p. 74.

territoire, ne représentaient ici qu'à peine 25 % de la population. Une bonne partie d'entre eux vivaient dans de petits villages: ils travaillaient la terre ou servaient d'autres seigneurs. Ces hidalgos pouvaient être aussi riches ou aussi pauvres que leurs voisins *pecheros*, avec lesquels ils étaient parfois apparentés. Cependant, de par leur condition, ils monopolisaient tous les pouvoirs à l'échelle locale et constituaient l'élite de la société rurale d'Álava. Ici, les différences entre hidalgos et *pecheros* perdurèrent donc tout au long du bas Moyen Âge. Au début du XVI^e siècle, sur ces terres de la province d'Álava, vivait une population majoritairement *pechera* dont l'activité économique fondamentale était l'agriculture. Ce territoire fut intensément seigneurialisé pendant la seconde moitié du XIV^e siècle. Les villes y furent également remises aux seigneurs à l'exception de Vitoria. Il est vrai, cependant, que Vitoria était le seul noyau urbain intégré dans les circuits commerciaux européens, et que ce fut là seulement que se développa une bourgeoisie contrôlant le pouvoir politique à l'échelle locale et territoriale. Les autres villes de la région n'étaient guère plus que des marchés régionaux.

Les différences entre le maillage social, économique et politique d'Álava et celui des vallées cantabriques – Ayala, Aramayona, Oñate – de la Biscaye et de Guipúzcoa, situent la société d'Álava aux antipodes des situations qui favorisèrent la généralisation de l'*hidalguía*. Dès 1345, les paysans d'Álava essayèrent d'empêcher les mariages entre hidalgos et filles de paysans riches, pour éviter que la charge fiscale se concentre sur un nombre réduit de *pecheros*, bloquant ainsi la diffusion de l'*hidalguía*⁴⁴. Les différences juridiques s'estompèrent progressivement là où l'*hidalguía* se répandit. En revanche, elles se maintinrent en Álava et les hidalgos réussirent à conserver leurs privilèges et à les perpétuer. C'est qu'au dire des hidalgos de Valdegovia, pour maintenir et démontrer leur condition, il était essentiel qu'il y eût une séparation nette entre hidalgos et *pecheros*, une séparation garantissant, au sein des communautés villageoises, la jouissance individuelle et collective des privilèges associés à l'*hidalguía*⁴⁵.

Ces privilèges se manifestaient clairement sur un plan juridique et politique. Mais ils avaient aussi leur importance dans la vie sociale, dans la vie quotidienne des gens du village. Les hidalgos s'arrogeaient des prééminences significatives dans le domaine symbolique: dans l'église, ils disposaient d'une place privilégiée pour suivre les offices religieux, ils versaient leurs offrandes avant que le reste des habitants ne puisse le faire, ils se retrouvaient au premier rang des processions, etc.

44. DÍAZ DE DURANA, 2004, p. 228-230.

45. *Ibid.*, p. 258-264.

La mise en scène permanente de ces privilèges et prééminences renforçait la position des minorités d'hidalgos au sein des villages. Mais les *pecheros* s'efforcèrent de combattre et de remettre en question cette hégémonie sociale et politique. À partir du milieu du xv^e siècle, avec la naissance et le développement de nouveaux organes de pouvoir territorial, quelques offensives furent lancées contre les hidalgos à propos de la fiscalité, de l'accès et du contrôle du pouvoir politique local et provincial. Elles réussirent parfois à briser l'hégémonie politique des hidalgos, mais dans la majeure partie des villages et des *hermandades* locales, les hidalgos continuèrent de tenir les rênes du pouvoir politique. Les différences entre hidalgos et *pecheros* se maintinrent alors pendant plusieurs siècles.

BIBLIOGRAPHIE

- ARANZADI, Juan, *Milenarismo vasco: edad de oro, etnia y nativismo*, Madrid, Taurus, 1982.
- BARRENA, E., *Ordenanzas de la Hermandad de Guipúzcoa: Documentos (1375-1463)*, San Sebastián, 1982.
- BILBAO, Luis M^a, «Haciendas Forales y Hacienda de la Monarquía. El caso vasco, siglos xiv a xviii», *Historia de la Hacienda en España (siglos XVI-XX): Homenaje a Don Felipe Ruiz Martín*, Hacienda Pública Española, Monografías, n^o 1, Madrid, 1991, p. 43-58.
- CARRETERO, Juan Manuel, *La Averiguación de la Corona de Castilla, 1525-1540: los pecheros y el dinero del reino en la época de Carlos V*, Valladolid, 2008, 3 tomes.
- CERVANTES, Miguel de, *Don Quixote de la Mancha*, Edición del Instituto Cervantes dirigida por F. Rico, Barcelona, 1998, t. I et II;
- , *L'Ingénieux hidalgo don Quichotte de la Manche*, traduit de l'espagnol par Alice Schulman, Paris, Seuil, 1997, 2 vols.
- DEWALD, Jonathan, *The European Nobility, 1400-1800*, Cambridge, 1996.
- DÍAZ DE DURANA, José Ramón, «El nacimiento de la hacienda provincial alavesa (1.463-1.537)», *Studia Historica. Historia Medieval*, 9 (1991), p. 183-200;
- , *La otra nobleza. Escuderos e hidalgos sin nombre y sin historia. Hidalgos e hidalguía universal en el País Vasco al final de la Edad Media (1250-1525)*, Bilbao, 2004;
- , et FERNÁNDEZ DE LARREA, Jon Andoni, «El discurso político de los protagonistas de las luchas sociales en el País Vasco al final de la Edad Media», in ALFONSO, Isabel, ESCALONA, Julio, et MARTÍN, Georges (dir.), *Lucha política: condena y legitimación en la España medieval, Cahiers de Linguistique et de Civilisation Hispanique Médiévale*, 16, 2004, p. 313-336;
- , et PIQUERO, Santiago, «Fiscalidad real, fiscalidad municipal y nacimiento de las haciendas provinciales en el País vasco (ss.XIII-XV)», in MENJOT, D., et SÁNCHEZ, M., (dir.), *Fiscalidad de Estado y fiscalidad municipal en los reinos hispánicos medievales, Collection de la Casa de Velázquez*, 92, 2006, p. 53-89.
- El Fuero Viejo de Castilla*, transcripción de Ángel BARRIOS y Gregorio DEL SER, Valladolid, 1996.
- FERNANDEZ ALBALADEJO, Pablo, et PORTILLO, José M^a, «Hidalguía, fueros y constitución política: el caso de Guipúzcoa», *Hidalgos e Hidalguía dans l'Europe du XVI^e-XVII^e siècles: Théories, pratiques et représentation*, Paris, 1989, p.149-165.
- FERNANDEZ DE PINEDO, Emiliano, «Aspectos económicos y sociales de Vitoria y su entorno en la Baja Edad Media», *Congreso de Estudios Históricos: Vitoria en la Edad Media*, Vitoria, 1982, p. 65-73;

- , «Las Juntas Generales en la Edad Moderna», in *Actas de las Juntas Generales de Álava*, III, Vitoria, 1994, p. IX-LX;
- , «Gasto público y reformas fiscales. Las haciendas forales vascas», *Historia de la Hacienda en España (siglos XVI-XX): Homenaje a Don Felipe Ruiz Martín*, Hacienda Pública Española, Monografías, nº1, Madrid, 1991, p. 93-100.
- Fuero Nuevo de Vizcaya*, introd. de A. Celaya, Durango, 1976.
- GAIBROIS, M., *Historia del reinado de Sancho IV de Castilla*, Madrid, 1922.
- GARCÍA FERNANDEZ, ERNESTO, *Gobernar la ciudad en la Edad Media: oligarquías y élites urbanas en el País Vasco*, Vitoria-Gasteiz, 2004.
- GARCÍA DE CORTÁZAR, José Ángel, «La creación de los perfiles físicos e institucionales del Señorío de Vizcaya en el siglo XIII», *Les Espagnes médiévales: aspects économiques et sociaux. Mélanges offerts à Jean Gautier-Dalché*, Niza, 1983, p. 1-11;
- , «El Señorío de Vizcaya: personalidad y territorialidad en la estructura institucional de un señorío bajomedieval», *Poderes públicos en la Europa Medieval: Principados, Reinos y Coronas, Semana de Estudios Medievales de Estella*, Pamplona, 1997, p. 117-148;
- , «El Señorío de Vizcaya», *Los Orígenes del Principado de Asturias y de la Junta General*, Oviedo, 1998, p. 281-310;
- , «Prólogo», in DÍAZ DE DURANA, José Ramon (éd.), *La Lucha de Bandos en el País Vasco: de los parientes mayores a la hidalguía universal. Guipúzcoa, de los Bandos a la Provincia (ss. XIV a XVI)*, Bilbao, 1998b, p. 235-260;
- , *et alii*, *Vizcaya en la Edad Media: Evolución demográfica, económica, social y política de la comunidad vizcaína medieval*, San Sebastián, 1985, 4 vol.
- GERBET, Marie-Claude, «La population noble dans le Royaume de Castille vers 1500. La répartition géographique de ses différents composants», *Anales de Historia Antigua y Medieval*, 20, 1980, p. 78-91.
- HIDALGO DE CISNEROS, Concepción, *et alii*, *Fuentes jurídicas medievales del Señorío de Vizcaya: Cuadernos legales, Capítulo de la Hermandad y Fuero Viejo. (1342-1506)*, San Sebastián, 1985.
- LACARRA, José Ma, «En torno a la propagación de la voz 'hidalgo'», *Homenaje a D. Agustín Millares Carló*, t. II, Gran Canaria, 1975. Compte rendu dans *Investigaciones sobre Historia Navarra*, Pamplona, 1983, p. 201-219.
- LADERO, Miguel Ángel, *El Siglo XV en Castilla. Fuentes de renta y política fiscal*, Barcelona, 1982.
- LARREA, Juan José, «Comunidades, puertos e infanzonías. Estado de la cuestión y algunos interrogantes sobre el devenir social y económico del Pirineo navarro-aragonés de la Edad Media», *Medievales Historia Pyrenaica*, Girona, 2005, p. 47-69.
- LÉMA, José Ángel, «Por los procuradores de los escuderos hijosdalgo: de la Hermandad General a la formación de las Juntas de la Provincia de Guipúzcoa (siglos XIV-XVI)», in LÉMA *et al.*, 2002, p. 59-113;
- , *et al.*, *El triunfo de las elites urbanas guipuzcoanas: Nuevos textos para el estudio del gobierno de las villas y de la Provincia*, San Sebastián-Donostia, 2002.
- LÓPEZ DAPENA, Asunción, *Cuentas y gastos (1292-1294) del Rey Sancho IV el Bravo (1284-1295)*, Córdoba, 1984.
- MACZAK, Antoni «Nécessité et complexité des relations entre État et noblesse», in REINHARD, W. (dir.), *Les Élités du pouvoir et la construction de l'État en Europe*, Paris, 1996, p. 259-283.
- MARTÍNEZ GORRIARAN, Carlos, *Casa, Provincia, Rey. Para una historia de la cultura del poder en el País Vasco*, San Sebastián, 1993.
- MOLINIÉ-BERTRAND, Annie, «Les hidalgos dans le Royaume de Castille à la fin du XVI^{ème} siècle. Approche cartographique», *Revue d'Histoire économique et sociale*, 52, 1974, p. 51-82;

—, *Au Siècle d'or. L'Espagne et ses hommes: la population du Royaume de Castille au XVI^e siècle*, Paris, 1985.

MONSALVO, José M^a, «La participación política de los pecheros en los municipios castellanos de la Baja Edad Media. Aspectos organizativos», *Studia Historica. Historia Medieval*, 7, 1989, p. 37-93.

MORAN, Remedios, «De la prestación militar general al inicio de la idea de ejército permanente (Castilla: siglos XII-XIII)», in ALVARADO, Javier, et PÉREZ, Regina (dir.), *Estudios sobre ejército, política y derecho en España (siglos XII-XX)*, Madrid, 1996, p. 23-63.

OTAZU, Alfonso, *El Igualitarismo vasco. Mito y realidad*, San Sebastián, 1973;

—, et DÍAZ DE DURANA, José Ramón, *El Espíritu emprendedor de los vascos*, Madrid, 2008.

PORREZ, M^a Rosario, «Oligarquías y poder municipal en las villas vascas en tiempos de los Austrias», *Revista de Historia Moderna*, 19, 2001, p. 313-354;

—, et BENITO, Teresa «El estatuto de limpieza de sangre y sus repercusiones en Vitoria en tiempos de Felipe II», *Hispania*, 205, 2000, p. 515-562.

RICO, Francisco, «La ejecutoria de Alonso Quijano», *Príncipe de Viana*, 236, 2005, p. 743-751.

TRUCHUELQ, Susana, *Gipuzkoa y el poder real en la Alta Edad Moderna*, Donostia-San Sebastián, 2004.

VAL VALDIVIESO, Isabel de, «Oligarquía versus común (Consecuencias sociopolíticas del triunfo del regimiento en las ciudades castellanas)» *Medievalismo, Boletín de la Sociedad Española de Estudios Medievales*, 4, 1994, p. 41-58.

Abstract: At the end of the Middle Ages, the Cantabrian Mountains were home to the largest population of noble families in the Kingdom of Castille, and indeed one of the most concentrated in Europe. The present paper focuses on Basque Country hidalgos, and aims at explaining why, in what context and in what ways hidalguía became such a general phenomenon among the inhabitants of this territory from the end of the XIII century on. Using legal and municipal archival sources, we analyse the spread of hidalguía in relation to the evolution of military obligations, of political organization and of tax exemptions, and more largely to the social conflicts of the end of the Middle-Ages, and to the emergence of the concept of pure blood.

Keywords : *Basque Country, hidalguía, Kingdom of Castille, military obligations, political organization, purity of blood, Social conflicts, tax exemption.*

Resumen : A finales de la Edad Media, en la cordillera cantábrica se daba la mayor concentración de población noble de la Corona de Castilla, y, sin lugar a dudas, una de las más densas de toda Europa. El presente estudio, dedicado a los hidalgos del País Vasco, quisiera explicar porqué, en qué contexto y cómo la hidalguía se extendió entre los vecinos de estos territorios desde finales del siglo XII. Apoyándose en fuentes jurídicas y municipales, los autores analizan la extensión de la hidalguía respecto a la evolución de las obligaciones militares, a la organización política y a las exenciones fiscales en relación con los conflictos sociales de la baja Edad Media y con la emergencia de la noción de limpieza de sangre.

Palabras clave : *Conflictos sociales, Corona de Castilla, exenciones fiscales, hidalguía, limpieza de sangre, obligaciones militares, organización política, País Vasco.*